



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Centre Régional de Coordination

Dépistages des Cancers Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Centre Régional de Coordination Dépistages des Cancers Hauts de France
123 rue de Condé 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Centre Régional de Coordination Dépistages des Cancers Hauts de France

123 rue de Condé 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Centre Régional de Coordination Dépistages des Cancers Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Régional de Coordination Dépistages des Cancers Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 8 juin 2026

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENTS (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	95 845	89 928	5 917	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	522 187	522 187	0	0
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	1 125 774	878 893	246 881	295 349
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	53 607		53 607	52 253
Total II	1 797 413	1 491 008	306 405	347 602
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 129		2 129	0
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 442		2 442	0
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	256 508		256 508	228 366
Charges constatées d'avance	187 738		187 738	222 215
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	5 372 100		5 372 100	5 930 439
Total III	5 820 917	0	5 820 917	6 381 021
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 618 330	1 491 008	6 127 322	6 728 623

CRCDC HdF
123, rue de Condé
59000 LILLE CEDEX

N°Siret
NAF(APE)

84386710200017
9499Z

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	508 609	324 894
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	4 082 586	3 714 836
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	-647 726	551 464
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Situation nette (sous total)	3 943 468	4 591 194
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	30 766	19 495
Provisions réglementées		
Total I	3 974 234	4 610 689
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	756 487	802 201
Total II	756 487	802 201
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	9 055
Provisions pour charges	263 284	265 310
Total III	263 284	274 365
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	402 090	331 839
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	665 119	643 419
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	-	-
Produits constatés d'avance	66 108	66 108
Total IV	1 133 317	1 041 367
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 127 322	6 728 623

CRCDC HdF 123, rue de Condé 59000 LILLE CEDEX		N°Siret NAF(APE)	84386710200017 9499Z
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025			
COMPTE DE RESULTAT		31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
<i>dont ventes de dons en nature</i>			
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>			
Ventes de prestations de service		3 972	-
<i>dont parrainages</i>			
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		6 489 938	8 037 040
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>			
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		11 081	47 588
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
Utilisations des fonds dédiés		179 326	-
Autres produits		41 979	6
Total I		6 726 296	8 084 634
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes		3 153 780	2 799 585
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés		278 007	273 819
Salaires		2 566 161	2 487 435
Cotisations sociales		1 220 928	1 189 415
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		97 637	119 231
Dotations aux provisions		-	26 737
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		14	-
Reports en fonds dédiés		133 612	802 201
Autres charges		39	4
Total II		7 450 176	7 698 426
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)		- 723 880	386 207
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		99 635	163 600
Reprises sur dépréciations et provisions			
Différences positives de change			
Produits des immobilisations financières cédées			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie			
Total III		99 635	163 600
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	99 635	163 600
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 624 245	549 807
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		40 637
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		299
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	40 338
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	23 481	38 681
Total des produits (I + III + V)	6 825 931	8 288 871
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 473 657	7 737 407
EXCEDENT OU DEFICIT	- 647 726	551 464
dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

Annexe
aux comptes annuels
31/12/2025

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- 1 IDENTIFICATION DU CRCDC – Hauts-de-France**
- 2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**
- 3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**
- 4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**
- 5 NOTES SUR LE BILAN**
- 6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

1 IDENTIFICATION DU CRCDC – Hauts-de-France

- Le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers des Hauts-de-France – CRCDC Hauts-de-France est une association loi 1901 dont le siège est domicilié à Lille.
- Le CRCDC a pour objet
 - La prévention et la promotion de la santé dans la région Hauts-de-France et plus particulièrement la mise en œuvre opérationnelle des dépistages organisés des cancers et l'organisation des programmes à l'échelle de la région Hauts-de-France en appui de l'Agence Régionale de Santé, dans le cadre et le respect des dispositions prévues aux cahiers des charges nationaux relatifs aux programmes de dépistage organisé des cancers et de leurs modifications ultérieures ;
 - La formation des professionnels dans le cadre du Développement Professionnel Continu.
- Conformément au cahier des charges - Arrêté du 16 janvier 2024, les missions du CRCDC sont :
 - La mise en œuvre du dispositif et la contribution au pilotage national et régional (respect des cahiers des charges, appui à l'ARS et aux instances nationales, tableaux de bord de pilotage, etc.),
 - Les relations avec la population : information, sensibilisation, actions de lutte contre les inégalités sociales et territoriales,
 - Le suivi des personnes dépistées : recueil et enregistrement des examens réalisés, de leurs résultats et du suivi,
 - Les relations avec les professionnels de santé : mobilisation et animation du réseau, information et formation des professionnels de santé, retours d'informations personnalisés sur les programmes et sur leur pratique, coordination entre 1^{ère} et 2nde lecture des mammographies,
 - La gestion du système d'information du dépistage régional,
 - L'évaluation régionale des programmes, la valorisation des données issues des programmes, la vigilance sanitaire du dispositif et la contribution à l'évaluation nationale,
 - L'assurance qualité du dispositif,
 - La contribution à l'évolution continue du dispositif à travers la coordination ou la participation à des études ou l'expérimentation d'innovations techniques.
- Le CRCDC Hauts-de-France est constitué d'un Pôle régional et de 5 sites territoriaux en région Hauts-de-France. L'échelon régional assure le pilotage du Centre et les fonctions administratives. Il coordonne les missions déployées sur les territoires et est responsable de leur déclinaison opérationnelle. Les sites territoriaux n'ont pas d'autonomie de gestion.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Premier exercice avec les nouveaux statuts qui ont fait l'objet d'une rénovation en 2024, l'objectif étant de modifier l'objet pour l'ouvrir à des missions plus larges et de mettre en adéquation la gouvernance avec le fonctionnement « en routine » du CRCDC (Bureau + AG).
- Fermeture du site de Laon du 28 novembre 2024 jusqu'au 5 février 2025 suite à une fissure sur le bâtiment au niveau des sanitaires. Une réorganisation de l'activité sur l'ensemble des sites a été revue (transfert de certaines activités, affectation du manager sur un autre site...). Cette situation a engendré l'engagement de dépenses supplémentaires : transports, déplacements du personnel, heures supplémentaires et un retard dans le traitement de l'activité.
Un protocole d'accord transactionnel a été conclu entre le propriétaire du site, l'Office Public de l'Habitat de l'Aisne, et le CRCDC, par lequel l'OPH accepte de prendre en charge le préjudice subi.
- Projet de dématérialisation des secondes lectures avec le soutien du GRADES et de l'ARS. Des premiers investissements ont été opérés sur l'exercice 2025.
- Discussions avec l'ARS pour la validation d'un plan d'actions visant à l'atteinte des objectifs du CPOM.
- Déploiement du nouveau logiciel métier.
- De nouveaux projets sont menés sur l'exercice 2025 :
 - Le projet Camion Nord Santé (CNS) porté par le conseil départemental du Nord : Dans une logique de réduction des inégalités d'accès au dépistage, une structure mobile de dépistage effectue un circuit dans les zones insuffisamment desservies, permettant aux femmes éligibles, éloignées du soin ou dépourvues de cabinet de radiologie à proximité, d'accéder à la mammographie de dépistage. Le démarrage de l'activité a lieu le 5 novembre 2025.
 - Le projet Handigyneco dont la chefferie de projet a été confiée par l'ARS au CRCDC : il vise à améliorer la santé sexuelle et la prise en charge gynécologique des personnes en situation de handicap accueillies en établissement médico-social.
 - Le projet Impulsion (phase préprojet sur 2025) : IMplémentation du dépistage du cancer PULmonaire par scanner en populatIOn.

3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- Déménagement du site de LAON : l'organisation du déménagement du site de Laon a été finalisée et le déménagement a été réalisé en mars 2026.
- Déménagement du site du Pas-de-Calais : la préparation du déménagement du site du Pas-de-Calais se poursuit. Le transfert est prévu pour juin 2026.

4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, au règlement ANC 2019-04 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles des règlement ANC 2022-06 et 2023-03 applicable au 1er janvier 2025.

• Changement de méthode comptable – Application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois les règlements ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de 2024 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice 2024.

L'application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 génèrent les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2025.

TABEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES 2025 (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)

Poste concerné (ancien modèle)	Montant 2025 selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	Montant après reclassement
Produits de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles (en produits exceptionnels : 775000)	0	Reclassées en produits d'exploitation	Produits des cession d'immobilisations incorporelles et corporelles : 757000	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées (en charges exceptionnelles : 675 000)	14	Reclassées en charges d'exploitation	Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées : 657000	14
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (en produits exceptionnels : 777000)	6 035	Reclassées en produits d'exploitation	Subventions : 747000	6 035

Charges constatées d'avance	187 738	Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance"	Actif circulant – Créances	187 738
-----------------------------	---------	--	----------------------------	---------

- Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

5 NOTES SUR LE BILAN

1) Immobilisations incorporelles et corporelles

- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice 01/01/2025	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice 31/12/2025
Logiciels acquis	89 844	6 000		95 844
Matériel médical	513 232			513 232
Outillage mat. Divers	8 954			8 954
Install. agenc. amenag	329 123	15 052		344 174
Matériel de transports	212 092			212 092
Matériel de bureau	199 758	669		200 427
Matériel informatique	213 439	32 366	16 716	229 089
Mobilier	139 356	1 013	375	139 994
Total	1 705 798	55 099	17 091	1 743 806

- Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations :
 - Logiciels 3 ans,
 - Matériel médical 5 ans,
 - Outillage et matériel divers 5 ans,
 - Install. Gén., agenc., amenag. 10 ans,
 - Matériel de transport 5 ans,
 - Matériel de bureau 5 ans,
 - Matériel informatique 3 ou 5 ans,
 - Mobilier 5 ans.

	Amort. cumulés au début de l'exercice 01/01/2025	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice 31/12/2025
Logiciels acquis	89 844	83	0	89 927
Matériel médical	513 232	0	0	513 232
Outillage mat. Divers	8 954	0	0	8 954
Install. agenc. amenag	221 798	21 353	0	243 150
Matériel de transports	119 739	25 013	0	144 753
Matériel de bureau	166 153	14 634	0	180 787
Matériel informatique	175 865	25 571	16 702	184 733
Mobilier	114 863	10 983	375	125 471
Total	1 410 448	97 637	17 077	1 491 008

2) Immobilisations financières

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice 01/01/2025	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice 31/12/2025
Dépôts et cautionnement	52 253	1 355	0	53 607
Total	52 253	1 355	0	53 607

3) Actif circulant

- Le poste « autres créances » comprend :

	Brut	Provision	Net
Avoirs à recevoir /Sysdeco	363	0	363
Avoirs à recevoir /DocuSign	54	0	54
Produits à recevoir /OPCO	10 459	0	10 459
Produits à recevoir/ARS 4T.2025	245 632	0	245 632
Total	256 508	0	256 508

- Toutes ces créances ont une exigibilité à moins d'un an.

- Compte de régularisation- détail des produits à recevoir :

	Au 31/12/2025
Autres créances	
Avoirs à recevoir /Sysdeco	363
Avoirs à recevoir /DocuSign	54
Produits à recevoir /OPCO formation	10 459
Produits à recevoir /ARS 4T.2025	245 632
Total	256 508
Disponibilités	
Intérêts courus à recevoir	99 635
Total	99 635

- Les disponibilités :

	Au 31/12/2025
Compte courant	1 089 217
Compte livret	4 099 858
Livret A	83 390
Intérêts courus à recevoir	99 635
Total	5 372 100

- Les charges constatées d'avance :

	Au 31/12/2025
CCA/Sysdeco	16 066
CCA/BlueKango	528
CCA/QUADIENT	4 436
CCA/COLLAS	1 288
CCA/APICEM	91
CCA/Spritz	316
CCA/AnyDesk	454
CCA/Brevo	82
CCA/Vimeo	91
CCA/CANVA	109
CCA/Wooclap Pro Plan	337
CCA/Tissot	292
CCA/Rfpaie	214
CCA/Prescrire + Le Quotidien du médecin	99
CCA/MMA	17 587
CCA/CBL	4 491
CCA/ORANGE	694
CCA/Eticéo	617
CCA/ACCESS-IT	3 502
CCA/Stocks papeterie CRCDC	46 760
CCA/REPRO-IT	1 404
CCA/ARSENAL loyer AT59	24 060
CCA/DOCUSIGN	1 236
CCA/PIH loyer+charges	20 778
CCA/METRONOME - rue Kant loyer+charges	23 829
CCA/Chateaud'eau	92
CCA/Cié DEMATIS	217
CCA/Records Management	2 174
CCA/sga	5 970
CCA/MAILEVA	7
CCA/Bilty QR code	43
CCA/Eurafibre	3 311
CCA/EDM	6 563
Total	187 738

4) Fonds propres

- Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	AU 01/01/2025	AFFECT. DU RESULTAT	AUGMEN TATION	DIMINU TION	AU 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	324 894	183 715			508 609
Réserves	0				0
Report à nouveau	3 714 836	367 750			4 082 586
Excédent ou déficit	551 464	-551 464		647 726	-647 726
Situation nette	4 591 194	0	0	647 726	3 943 468
Subventions d'investissement	19 496		17 306	6 035	30 767
TOTAL	4 610 690	0	17 306	653 761	3 974 236

La perte de l'exercice s'élève à hauteur de 647 726€.

- Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement des biens financés.

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution (Quote-part virée)	Solde à la fin de l'exercice
Subvention d'investissement	19 495	17 306	6 035	30 767

5) Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminution : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	9 055		9 055	0
Provisions pour charges	265 311		2 026	263 285
Total	274 366	0	11 081	263 285

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Indemnité de départ à la retraite	238 257		2 026	236 231
Total	238 257	0	2 026	236 231

Cette provision est évaluée et comptabilisée selon des règles suivantes :

- Les départs à la retraite donnent lieu au versement d'une allocation calculée sur la base de l'article 15.03.2.2.1 de la CCN51 dès lors que l'intéressé compte - lors de son départ à la retraite - dix années au moins d'ancienneté.
Sauf dispositions légales plus favorables, l'allocation de départ à la retraite est égale, pour les salariés comptant :
 - de 10 à 14 ans d'ancienneté : à un mois de salaire brut,
 - de 15 à 19 ans d'ancienneté : à deux mois de salaire brut,
 - de 20 à 24 ans d'ancienneté : à quatre mois de salaire brut,
 - de 25 à 29 ans d'ancienneté : à cinq mois de salaire brut,
 - de 30 ou plus d'ancienneté : à six mois de salaire brut.
- L'âge de départ à la retraite est de 64 ans.
- Le taux de charges appliqué est de 53.25%.
- Le taux de turnover est de 5% (lissage sur 3 ans).
- Le taux d'actualisation utilisée est de 3.50%.

6) Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de		A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations								
	Activités de formation des professionnels de santé	36 500,00	0,00	36 500,00			0,00	
	Animation Territoriale	45 701,00	14 000,00				59 701,00	
	SI	720 000,00	69 952,00	142 826,00			647 126,00	
	Structure : déménagement		49 660,00				49 660,00	
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS »								
Contributions financières d'autres organismes								
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL		802 201,00	133 612,00	179 326,00	0,00	0,00	756 487,00	0,00

7) Dettes

	Net
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs généraux	278 927
Radiologues L2	79 460
Factures non parvenues	43 702
	402 090
Dettes fiscales et sociales	
CSE	8 038
Paie	8 925
Dettes prov CP	214 735
Urssaf	116 615
Harmonie Mutuelle	3 888
Malakoff Médéric	36 975
Prévoyance Ag2R	37 858
Opco	19 080
Charges sur CP	90 961
Organismes sociaux - charges à	11 341
PAS	12 096
Etat - impôts sur revenus financie	38 681
Taxe sur salaires	19 066
Etat - charges fiscales sur CP	23 379
Etat - charges à payer	23 481
	665 119
Total	1 067 209

- Toutes ces dettes ont une exigibilité à moins d'un an.

- Compte de régularisation - détail des charges à payer :

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	43 702	46 883
Dettes fiscales et sociales		
Provisions sur CP	329 075	321 664
Organis sociaux - charges à payer	11 341	11 058
Etat - charges à payer	23 481	38 681
Total	407 599	418 286

- Les produits constatés d'avance :

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
PCA/ MyPebs	66 108	66 108
Total	66 108	66 108

Poursuite de l'étude MyPeBS (2019-2027) (comparaison dépistage standard/dépistage basé sur le risque individuel) à l'échelle de la région. Suivi des participantes sur 4 ans.

6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Ventilation des produits d'exploitation

	Au 31/12/2025
Produits d'activités annexes	3 972
Subvention MyPeBS	0
Subvention DO cancer du sein	3 362 518
Subvention DO cancer colo-rectal	1 077 788
Subvention DO col de l'utérus	1 048 749
Subvention - frais seconde lecture	904 012
Subvention Accompagnement Démat	-17 306
Subvention Animation territoriale	108 142
Quote-part subvention investissement	6 035
Reprise sur provision	11 081
Utilisation fonds dédiés	179 326
Produits de gestion courante	41 979
Total	6 726 296

2) Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas significatives et ne sont donc pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

3) Effectif moyen employé pendant l'exercice

	Au 31/12/2025
cadres	19,05
Non-cadres	40,30
Total	59,35

4) Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 206 106€ brut en 2025.

5) Honoraires des commissaires aux comptes

	2025
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	21 000
Total	21 000